

Pour **Jean-Dominique Giuliani**, « Kiev peut nous aider à retrouver la productivité et le dynamisme que nous avons perdus »

« L'Ukraine sera un coup de jeune pour l'Europe des vieux »

Déclin

Mi-décembre, les Vingt-Sept se prononceront sur la proposition récente de la Commission européenne d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie - sous conditions -, et de donner aux Balkans des avantages du marché unique en échange de réformes.

Interview Jade Grandin de l'Eprevier

ANCIEN HAUT-FONCTIONNAIRE ET SPÉCIALISTE des questions européennes, Jean-Dominique Giuliani préside la fondation Robert Schuman, un laboratoire d'idées pro-européen.

Mercredi, le directeur de l'Iris Pascal Boniface déclarait dans les colonnes de l'Opinion que, si l'Ukraine intégrait l'Union européenne, cette dernière ne serait pas un acteur global. Partagez-vous cette analyse ?

J'ai le point de vue exactement opposé, je trouve que cette idée est tout à fait imprégnée par un sentiment nationalo-archaïque et gaullo-mitterrandien, à la mode parisienne. Le comportement de la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, a libéré des pulsions guerrières partout : en Arménie et en Azerbaïdjan, au Moyen-Orient... Cela rend l'élargissement quasi inéluctable du fait des circonstances. C'est la réponse géopolitique à un contexte international dégradé. Pour moi, cet élargissement qui fait peur est une formidable opportunité pour l'Europe d'acquérir enfin une dimension géopolitique continentale, que tout le monde réclame. Ce sera un vrai coup de jeune pour l'UE. Evidemment, l'Ukraine est un grand pays, qui doit régler un certain nombre de problèmes, notamment en matière de corruption, comme cela a toujours été le cas dans les pays qui se mettent en marche vers la démocratie. On ne sort pas du totalitarisme si facilement. Plus petite, la Mol-

davie a eu un satisfecit de la Commission européenne, alors que des forces russes occupent une partie de son territoire. Durant quinze ans, je me suis rendu en Ukraine avec la Fondation Robert Schuman, et j'ai vu les efforts faits par les plus jeunes des Ukrainiens. J'aimerais bien qu'on ait autant de jeunes enthousiastes, dans le numérique, l'innovation, l'industrie que la France cherche justement à reconstruire...

Vous préconisez une cure de jouvence...

Mon inquiétude porte de plus en plus sur la politique économique et budgétaire de l'Union. C'est « l'Europe des vieux », de la discipline économique et monétaire, alors que l'Ukraine est un pays jeune et innovant. Elle peut nous aider à retrouver la productivité et le dynamisme que nous avons perdus, largement sous influence allemande. Nos amis allemands, toujours en faveur de la rigueur - qu'ils soient dans la majorité ou l'opposition -, sont en récession. Ceci pose donc une vraie question : doit-on continuer comme cela ? En 2000, l'UE avait le premier PIB du monde. Nous avons désormais le troisième, ce qui se traduit par 40 000 dollars de PIB par habitant en Europe contre 70 000 aux Etats-Unis. Nous sommes en train de mourir sous les interdictions et les réglementations, nous ne voulons pas assumer une certaine immigration, alors que la population vieillit et diminue. Personne ne veut s'interroger sur ce déclin. J'ai très peur qu'on le paie cher aux élections européennes de 2024.

Quels effets les précédents élargissements ont-ils eu sur le projet européen ? Est-ce que les nouveaux adhérents ont freiné l'approfondissement de l'Union ?

Les élargissements précédents ont dopé le projet européen. Et les pays qui l'ont freiné sont

les plus anciens adhérents, comme l'Allemagne ou la France et surtout le Royaume-Uni - notamment sur la défense et la sécurité. Au fur et à mesure, les nouveaux, comme la Pologne et la Hongrie, sont devenus plus anciens, et ont manifesté à leur tour des réticences qu'ils n'avaient pas auparavant. Il y a quelques années, SciencesPo avait réalisé une étude sur la prise de décision communautaire, montrant que ce sont plutôt les plus anciens adhérents qui bloquent les décisions, et non les plus récents.

Quelles sont les conditions du succès de ce nouvel élargissement? Faut-il une réforme institutionnelle pour avoir une Union à plus de trente?

Je m'inquiète beaucoup de tous les projets de réformes institutionnelles évoquées ces derniers temps pour préparer l'élargissement, par exemple, ceux du groupe d'experts franco-allemand ou de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen. Ce sont beaucoup de bonnes idées, mais je ne pense pas qu'on sera en mesure de les mettre en œuvre. Mieux vaut se concentrer sur ce qu'on pourrait déjà changer en pratique, avec des modifications minimales des traités. Par exemple sur le fonctionnement des agences européennes, comme Frontex (des personnes armées qui font uniquement du sauvetage en mer), l'Agence européenne de défense, Europol... Il y a ainsi une vingtaine d'agences intergouvernementales qui mériteraient d'être mieux gérées. Et parmi les conditions dont on ne parle jamais, il y a les garanties de sécurité aux nouveaux adhérents. Que fera-t-on sinon, par exemple, de la Serbie qui n'est pas membre de l'Otan? Si l'on ne donne pas ces garanties, on exportera les faiblesses de l'UE.

Que pensez-vous du penchant américain souvent attribué aux pays de l'Est du continent?

Si le général de Gaulle était vivant, il verrait dans l'élargissement une formidable opportunité pour la France de reprendre le leadership en Europe, car nous sommes le seul Etat membre à avoir une force de dissuasion aujourd'hui sur le continent. Il existe un courant de pensée au sein de l'élite française qui ne se détermine qu'en opposition aux Etats-Unis, mais qui, au fond, n'aime pas davantage l'Europe. Mais ces mêmes personnes se sont toujours opposées à une ar-

mée européenne ou une véritable autonomie stratégique de l'UE. Nous devons compter avec l'Otan tant que nous ne sommes pas prêts à assurer seuls la sécurité du territoire européen. Les Américains regardent déjà ailleurs, vers l'Asie et il n'est pas nécessaire de redouter l'éventuelle réélection de Donald Trump pour s'en apercevoir! Tout ce qu'on pourra faire pour prendre notre autonomie dans le cadre de l'Alliance sera une bonne chose. Et je ne parle même pas du savoir-faire militaire en Ukraine, qui a déjà la plus grande armée d'Europe, car elle fait l'expérience de la guerre. L'élargissement est une opportunité à condition de le réussir. Mais si on l'accepte à contrecœur, nous Européens, et nous Français, nous mettons hors-jeu.

@JadeGrandin X

« Les pays qui ont freiné le projet européen sont les plus anciens adhérents, comme l'Allemagne ou la France et surtout le Royaume-Uni »

« Tout ce qu'on pourra faire pour prendre notre autonomie dans le cadre de l'Otan sera une bonne chose »



« Les élargissements précédents ont dopé le projet européen », soutient **Jean-Dominique Giuliani**, président de la Fondation Robert Schuman.

SIPA PRESS